

8 Société et Culture

Piéton

Grand Odavo cherche panneau !



Photo : Chris OYAME

Le panneau indicatif du grand Odavo, un village du canton Sindara, près de Fougamou, chef-lieu du département de Tsamba-Magotsi (Ngounié) a été détruit lors des travaux d'ensevelissement réalisés par une société implantant des poteaux d'électricité dans la zone. Un gros arbre abattu par les agents de cette société, et mal orienté s'est écrasé sur le panneau en tombant. Depuis lors, ce panneau de signalisation n'a toujours pas été remplacé.

Usagers en danger



Photo : Chris OYAME

Ceux qui empruntent la rue qui mène au Golf club de Libreville, derrière l'Institut africain d'informatique (IAI), qu'ils soient à pied ou en voiture, doivent faire attention. Car, sur cette voie, un poteau téléphonique, certainement heurté par un véhicule, menace de s'écraser, à tout moment, sur la route. Et son éventuelle chute pourrait causer des dégâts matériels ou humains. Avis aux autorités municipales.

Pâle visage du dispensaire



Photo : Chris OYAME

Mis en service depuis plusieurs années, le dispensaire du quartier Atsie dans la commune de Lambaréné, chef-lieu du Moyen-Ogooué a besoin d'une nouvelle couche de peinture. Car, depuis sa construction, l'établissement sanitaire n'a subi aucun entretien. Aujourd'hui, il présente un visage terne tant la couche de peinture est défraîchie. Ce qui a d'ailleurs fait dire à un riverain que «dans ce pays quand on a réussi à construire, on ne pense jamais à l'entretien».

Par C.O.

Réclamations de bons de caisses au ministère de la Fonction publique
Des fonctionnaires en colère !

Photo : Rudy Hombenet

Les fonctionnaires concernés par les réclamations ont investi, hier, les ministères de la Fonction publique...

Rudy HOMBENET A.

Libreville/Gabon

Les agents publics lésés par l'opération de mise sous bons de caisse et ayant introduit des réclamations ont exprimé leur mécontentement hier devant les ministères de la Fonction publique et de l'Éducation nationale.

LA phase des réclamations des bons de caisse des agents civils de l'État, ouverte depuis la semaine dernière au ministère de la Fonction publique, est loin d'être un long fleuve tranquille. Pour preuve, hier lundi, la tension est montée d'un cran, à la fois du côté de ce département et au ministère de l'Éducation nationale. Conséquence, les usagers y ont trouvé portails clos. Impossible d'y accéder et

d'en sortir une bonne partie de la journée. Dans leur grogne, les fonctionnaires ayant introduit des réclamations dénoncent des manquements lors de cette opération de mise sous bons de caisse. Ils évoquent "des bons de caisses roses qui n'ont pas été édités". Au milieu de la foule des mécontents, des personnes retenues par l'examen du baccalauréat session 2018 et surtout des fonctionnaires de l'intérieur du pays se plaignant de ne pas avoir perçu leur salaire.

"J'étais dans l'Ogooué-Maritime pour les épreuves du bac. Je ne me suis pas inquiété, puisque le ministre lui-même nous a rassuré. Maintenant, je suis confronté à une autre réalité", pouvait-on entendre déplorer un enseignant. Une de ses collègues se plaint de la courte durée des délais de réclamation.



Photo : Rudy Hombenet

...et de l'Éducation nationale pour exprimer leur mécontentement.

"Je suis affectée à Bitam. C'est samedi que je constate que mon salaire n'a pas été positionné. Je suis donc arrivée ce matin. Et on me dit qu'il n'est plus possible de faire une réclamation. Je ne sais plus vers qui me tourner", a-t-elle regretté.

Un autre fonctionnaire s'indignait du fait que son bon de caisse n'ait pas été imprimé. "On nous a dit que les bons roses n'ont pas été édités. Maintenant, quelle devrait être la conduite à tenir pour nous qui percevons les présalaires et sommes sous bons de caisse ! Étant affecté dans la province de l'Estuaire, sur la visualisation de mon bon de caisse, il est marqué IDA Nyanga. Une chose que je ne comprends pas. J'ai avec moi la décision d'affectation et ma fiche de présence au poste qui démontrent que je suis bel et bien en service ici",

lançait une autre enseignante.

Dans la même veine, le porte-parole du collectif des agents publics, Constant Mbeng Atomo, a dit "ne pas comprendre ces travers observés au cours de cette opération qui ne concernait que la province de l'Estuaire". Et d'ajouter : "certaines personnes ont été mises sous bons de caisse alors qu'en réalité elles ne devraient pas l'être. Beaucoup de fonctionnaires qui sont affectés à l'intérieur du pays n'étaient pas concernés par cette mesure. Mais ils ont été impactés. C'est pour quoi ils sont ici".

Pour l'heure, ces agents dans le désarroi prennent leur mal en patience, espérant que les deux départements ministériels en charge de ce dossier (Budget et Fonction publique) trouveront une solution urgente les concernant.

Santé/Après Ebola en RDC

Une maladie inconnue tue 15 personnes en un mois

AFP

Beni/RD Congo

A peine libérée de sa neuvième épidémie de fièvre hémorragique Ebola, la République démocratique du Congo (RDC) fait face à une maladie encore inconnue qui a tué une quinzaine de personnes dans l'est depuis début juillet, ont indiqué hier des sources sanitaires.

"Au cours de ce mois, nous avons enregistré 15 décès sur 26 cas", a déclaré à l'AFP le docteur Alain Musondolya en poste dans la commune rurale de Mangina, à 30 km au sud-ouest de Beni dans la province du Nord-Kivu.

"Les malades viennent avec des vomissements, des selles liquides, des hémorragies nasales et des vomissements de sang. Nous n'avons pas d'intrants pour les soigner et le personnel est exposé à la contamination", a-t-il ajouté.

"Nous avons déjà envoyé les échantillons à Kinshasa. Nous attendons le résultat",

selon lui.

Le ministre provincial, de la santé, Martial Kamumbumbu, a déclaré qu'il se trouvait dans la capitale pour suivre l'examen des échantillons en laboratoire, et qu'il se prononcerait quand il aurait les résultats.

Le maire intérimaire de Beni Modeste Bakwanamaha a demandé à la population "d'observer les règles d'hygiène" et de "ne pas manipuler le corps d'une personne morte de cette maladie".

Kinshasa a officiellement annoncé mardi dernier la fin de la neuvième épidémie de la maladie à virus Ebola sur le sol congolais qui a tué 33 personnes pour 54 cas depuis son déclenchement le 8 mai dans le nord-ouest du pays.

La RDC et ses partenaires s'étaient préparés au "pire des scénarios" quand le virus avait atteint le 16 mai la ville de Mbandaka et ses 1,2 million d'habitants, en liaison avec la capitale Kinshasa via le fleuve Congo.

"Au début la préoccupation

était forte que la maladie puisse se répandre dans d'autres endroits de la RDC,

et aux pays voisins", selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

